

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 30 MARS 1979 - N° 885

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Chirac relance la polémique

Chirac repart en guerre contre les giscardiens qui «laminent le gaullisme». Les thèmes restent les mêmes : la politique économique et sociale du gouvernement et l'Europe. Une polémique qui n'en finit pas et qui accentue encore les divisions de la droite.

Lire en page 8

Lyon : des militants syndicaux arbitrairement interpellés par la police

Lire en page 3

Berliet : «action» régionale

A Berliet (Vénissieux) où 6 délégués sont menacés de licenciements par la direction, les travailleurs de l'entreprise ont procédé à des débrayages mercredi. Par cette mesure arbitraire de licenciements, la direction de Berliet veut créer un précédent pour sanctionner les séquestrations.

Lire en page 3

Dans le
Quotidien
du Peuple
du samedi
31 mars

Contraires au sein du peuple

23° Congrès du PCF : quel changement ?

A livres ouverts

Interview
de Günter Grass
auteur de :
«Le Turbot»

CRISES EN EUROPE

- Ouverture du Congrès du PCI : le «compromis historique» compromis
- Grande-Bretagne : chute de Callaghan

La Chambre des communes a renversé mercredi soir le gouvernement travailliste de Callaghan par 311 voix contre 310. Par delà les assauts de démagogie entre travaillistes et conservateurs, par delà les intrigues parlementaires, ce sont les milliers de travailleurs britanniques qui ont fait chuter, par leurs dures grèves de ces derniers mois, la politique d'austérité et de chômage du gouvernement travailliste. La démagogie des conservateurs affronterait nécessairement les mêmes difficultés.

L'Italie connaît elle aussi une crise gouvernementale. Des élections anticipées devraient se tenir à la même date que les élections européennes. C'est dans ces conditions que s'ouvre le congrès du PCI.

Le PCI maintiendra fondamentalement sa ligne de «compromis historique», politique d'alliance avec la démocratie chrétienne pour gérer la crise par une politique d'austérité. Mais cette ligne se heurte principalement à deux sortes de difficultés :

● La D.C. profitant des moyens de pression dont elle dispose en conduisant le PCI à l'impasse, en ne lui laissant guère de possibilité d'appliquer au sein de la majorité parlementaire sa propre politique, l'avait déjà contraint à s'en retirer. Toutefois le PCI dispose lui aussi de suffisamment de moyens, certes dans une marge très étroite, pour ne pas exclure la possibilité d'une nouvelle combinaison, où le PCI pourrait jouer un certain rôle.

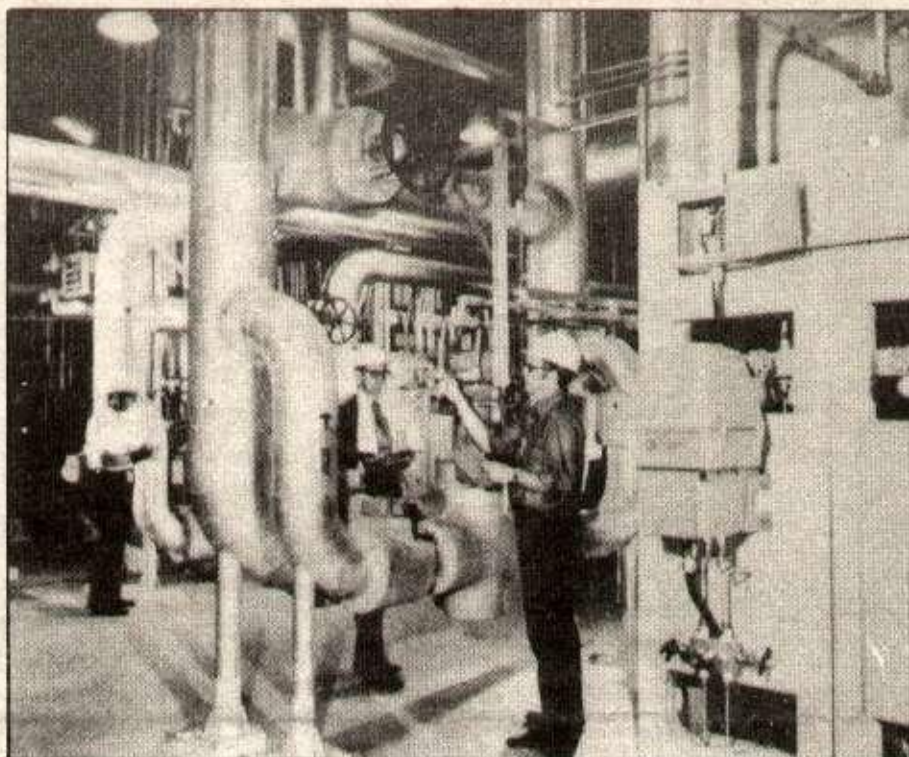
● Le PCI rencontre de plus en plus de difficultés à faire admettre aux travailleurs sa politique d'austérité, pièce maîtresse de sa ligne de «compromis historique». En effet, il est vivement contesté par de larges pans du mouvement de masse, et tout particulièrement dans les syndicats, dont la FLM (métallurgie) : cette fédération demande l'extension du contrôle des conseils d'usine sur toute la politique industrielle, la réduction des horaires à 36 heures et des augmentations de salaire. La volonté de ces syndicats d'exercer leur action à tous les niveaux entre en conflit avec la prétention du PCI à être le représentant de la classe ouvrière.

Dans ces conditions, des divisions apparaissent au sein même du PCI et des divergences d'appréciation se manifestent jusqu'au niveau le plus élevé.

Lire en pages 6 et 7
le reportage de notre envoyé
spécial, Grégoire CARRAT

USA : EXPLOSION DANS UNE CENTRALE NUCLEAIRE

On a frolé la catastrophe



L'accident qui s'est produit mercredi matin dans la centrale nucléaire de Three Mile Island en Pennsylvanie (Etats-Unis) aurait pu avoir des conséquences catastrophiques.

A la suite de la rupture d'une pompe d'alimentation destinée au refroidissement d'un réacteur de la centrale, une fuite de vapeur radio-active s'est répandue dans l'atmosphère. Les autorités affirment qu'il n'y a pas de victimes, mais refusent d'indiquer le nombre d'employés qui se trouvaient dans la centrale au moment de l'accident. Certaines informations indiquent que la contamination radio-active à l'intérieur de la centrale suite à l'accident serait de 1 000 fois supérieure à la normale.

Il est d'ores et déjà établi que des erreurs ont été commises dans la lenteur de la mise en place du système d'évacuation des habitants proches de la centrale, notamment la ville de Harrisburg de 15 000 habitants. Un responsable de la défense civile a indiqué que les services de sécurité n'ont été prévenus que 3 heures après l'accident, retardant d'autant la mise en place d'un plan d'évacuation d'urgence. Le plan d'urgence sera maintenu jusqu'à ce que l'atmosphère autour de la centrale ait été soudeée et qu'aucune trace de gaz radio-actif n'y ait été détectée, affirment les autorités. Mais les déclarations qui se veulent rassurantes montrent l'incapacité des systèmes de sécurité dans la prévention de ce type d'accident. Incapable de garantir la sécurité des habitants, le gouvernement américain a décidé il y a deux semaines, la fermeture de 5 centrales nucléaires, par crainte des effets possibles des secousses sismiques sur les systèmes de refroidissement.

A propos de la campagne du PCF sur l'Europe en Lorraine.

CHAUVINISME, DEFENSE DES TRUSTS CAPITALISTES FRANÇAIS, OU SOLIDARITE DES CLASSES OUVRIERES ?

Depuis l'annonce du nouveau plan de licenciements, le PCF a fait connaître son explication, et il la martelle. Pour ce parti, les responsables de la crise en France — et donc des licenciements dans la sidérurgie — ce sont les autres pays d'Europe, et spécialement l'Allemagne.

Cette explication n'est pas désintéressée. A quelques mois des élections européennes, le PCF espère utiliser la colère des sidérurgistes pour en tirer des bénéfices électoraux. Il ramène donc tout ce que nous vivons dans les bassins sidérurgiques à un seul thème : l'Europe allemande. Que penser de cette explication ?

UNE CAMPAGNE QUI DENATURE LA REALITE

Dans un tract de la fédération de Moselle, le PCF déclare : « En mai 1950, on avait prôné l'heureux mariage du charbon et de l'acier (...). En fait d'heureux

mariage, il y a eu un « cocu » et ce furent la France et son indépendance, les mineurs et les sidérurgistes. Comme nous l'avions prévu, les heureux bénéficiaires ont été les maîtres de forge allemands ». Et les maîtres de forge français, les De Wendel

et les autres, les range-t-on du côté des victimes ? C'est vraiment leur faire la part belle.

Est-ce pour le compte des capitalistes allemands que les sidérurgistes et mineurs ont été durement exploités, ou pour celui des capitalistes français ?

Et en Allemagne, que s'est-il passé sinon comme ici, intensification du travail, licenciements massifs, depuis 1950 et aujourd'hui encore, en Sarre en particulier.

Et curieusement, quoi qu'en dise le PCF, sa première version, qui ne concernait que les ronds à béton a été adoptée sous la pression des maîtres de forge français, que craignaient la concurrence, des « breschiani », les producteurs italiens spécialisés dans les ronds à béton.

Car en même temps que les différents pays capitalistes se livrent une concurrence acharnée, ils sont amenés à se con-

avaient entraîné la classe ouvrière par leur chauvinisme. Une fois de plus, l'Humanité n'hésite pas à renier le passé révolutionnaire du PCF de cette époque.

Dans le même genre de confusion chauvine, l'Humanité du 13/1/79 sous la plume de son journaliste présent à la manifestation du 12 à Metz salue le slogan : « La Lorraine aux Lorrains ». Oui, il l'a bien entendu, comme nous, puisque ce slogan était lancé par une partie du cortège du PCF.

Ce slogan, c'est celui que le FLS (les hommes de main de Giscard) ou le sinistre Kiffer plaçaient sur les murs de Moselle l'année dernière, pour justifier le renvoi des travailleurs étrangers.

Et qui sont les travailleurs de Lorraine, et en particulier les sidérurgistes et les mineurs, sinon en bonne part des Polonais, des Italiens, des Allemands, des Algériens, des Tunisiens... ou des Bretons, des Méditerranéens... importés par vagues successives par les capitalistes en mal de main-d'œuvre pour faire tourner leurs usines ?

Voilà à quoi peut conduire le chauvinisme : la division de la classe ouvrière.

TOUT CELA POUR DEFENDRE LES TRUSTS CAPITALISTES FRANÇAIS

On voit que lorsque le PCF prétend s'en prendre seulement aux trusts allemands, les choses ne sont pas si claires. Et de toute façon la question se pose : qui est responsable de la crise, contre qui nous battons-nous : les trusts allemands ou les trusts et l'Etat de la bourgeoisie de notre pays ?

N'est-ce pas un raisonnement de bon capitaliste que tient le PCF lorsqu'il écrit par exemple dans France nouvelle (12/2/79) : « Si par son excédent commercial global la sidérurgie française a rapporté à la France 2,6 milliards de francs de devises, le déficit en acier dans nos échanges avec les pays européens a fait sortir de nos caisses 2,9 milliards (...). Vis à vis des « nouveaux producteurs », l'acier sort et l'argent rentre. Vis à vis de la CEE (Europe), et notamment de l'Allemagne, l'acier entre et l'argent sort ».

Mais quand « l'argent rentre », est-ce que les ouvriers sidérurgistes en profitent ?

Que l'acier se vende bien ou qu'il se vende mal, est-ce qu'il n'y a pas toujours eu renforcement de l'exploitation, licenciements, austérité ?

Les communistes révolutionnaires refusent cette logique de défense des positions du capitalisme français. Ils rejettent l'analyse simpliste qui ferait de Giscard, Barre, Labbé des « vendus à l'étranger ».

Ces gens-là sont les dignes représentants de la bourgeoisie de notre pays, cette bourgeoisie en difficulté, cette bourgeoisie intransigeante face aux luttes des sidérurgistes.

Les échanges de production avec l'Allemagne en 1977

Produits plats : 800 000 tonnes importées dont 600 000 de Dilling
760 000 tonnes exportées

Produits longs : 560 000 tonnes importées (surtout des palplanches)
310 000 tonnes exportées

LE PLAN DAVIGNON

Dans un tract diffusé à USINOR, le PCF déclare : « Davignon, ce vicomte et technocrate, servant bien les intérêts des grandes sociétés multinationales européennes et surtout allemandes, a mis dans son plan la destruction d'une partie importante de la sidérurgie et des mines de fer françaises ». A l'en croire, ce serait un « technocrate » tout puissant qui prendrait des décisions. Et il s'en prendrait aux usines françaises.

En réalité, le plan Davignon est un plan de réduction concertée de la production d'acier dans chaque pays d'Europe. Il fixe des « quotas » de production pour chaque pays, par produit et par usine.

certier pour limiter les effets les plus sauvages de cette concurrence.

IMPORTATIONS EN FRANCE ET CAPITAUX FRANÇAIS

Le PCF se félicite des succès à l'exportation de la sidérurgie française. Mais d'après lui c'est en Europe que ça ne va pas, puisque les importations l'emportent sur les exportations.

Et il s'appuie sur des chiffres (Voir tableau ci-dessus).

Qu'y a-t-il derrière ces chiffres ?

Et bien par exemple, la plus grande partie des importations de produits plats vient de Dilling — à Dilligen, en Sarre — (tôles fortes). Qui contrôle Dilling ? SOLLAC-SACILOR, donc les capitalistes et l'Etat français, en majorité.

A Dilling, ce sont les capitalistes français qui exploitent les sidérurgistes d'Allemagne. L'argumentation économique du PCF, dont on voit qu'elle est souvent discutable, sert en réalité de justification à une campagne douteuse.

UNE CAMPAGNE CHAUVINE

L'Humanité du 7/2/79 écrit : « Jamais les Lorrains n'accepteront que les capitalistes ouest-allemands obtiennent (...) ce qu'ils n'ont pu obtenir au cours des guerres de 1914 à 1940 ».

Serait-on à la veille d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne qui nous aggraverait ?

Si en 1940, il était juste de défendre l'indépendance nationale contre l'invasion, la référence à 1914 est curieuse de la part du PCF. Car ce sont bien alors les bourgeoisies française et allemande, dans leur rivalité, qui ont entraîné des millions d'hommes dans cette boucherie. Et en 1920, le PCF s'est créé en bonne part en réaction contre cette sale guerre, alors que les « socialistes » de la S.F.I.O. y



Banderole du PCF déployée à Longlerville près de Longwy.

Lyon-Berliet (RVI)

RVI VEUT MARQUER UN GROS COUP

Une action d'ampleur régionale des travailleurs de Berliet devait se dérouler mercredi matin. La CGT l'avait annoncé la veille, profitant de la réunion du comité central d'entreprise de Renault véhicules industries (RVI) de Lyon.

« Régionale » oui, cette initiative l'a été, dans la mesure où les gars de toutes les unités Rhône-Alpes de Berliet ont débrayé quatre heures. Par contre, il serait vain de dénommer « action » ce qui n'a été qu'une triste promenade.

D'abord, le scénario de février s'est répété. Un train spécial affrété par la SNCF a emmené les gars de Berliet, en débrayage de quatre heures, à la gare de Lyon-Perrache. Puis environ 2 000 gars ont manifesté jusqu'au siège social de RVI, le temps de traverser un pont, de piétiner sous la pluie, d'écouter un discours, et de vite retourner au train spécial.

La direction de RVI avait inscrit à l'ordre du jour du CCE la procédure de licenciement des six délégués syndicaux. Cela a été refusé par les syndicats... et RVI a annoncé alors qu'elle convoquerait un comité central extraordinaire.

« Petite victoire », ont clamé les dirigeants CGT. A qui le fera-t-on croire ?

Oui, il faut s'interroger sur ce qui se passe aujourd'hui à Berliet : six délégués, quatre CGT dont le secrétaire général, et deux CFDT sont licenciés, suite à la séquestration de deux directeurs du personnel la semaine dernière. On aurait pu s'attendre à une riposte immédiate et massive de la part de la CGT, visée à sa tête par ces licenciements. D'autant plus que l'action en cours à Berliet a débuté voilà près de trois mois, et que la grève à l'usine des ponts à Saint-Priest a prouvé la combativité des travailleurs. Mais pour tou-

te riposte, la CGT a appelé à une seule heure de débrayage, le lendemain de l'annonce de ces licenciements, et a récidivé le 23 mars avec deux heures, et un piteux rassemblement devant Berliet, où aucune perspective d'action ne fut tracée.

Mercredi matin, si le débrayage a été relativement bien suivi, un nombre impressionnant de travailleurs a préféré boire un coup au bistrot, plutôt que de faire la promenade « d'ampleur régionale » dans le centre de Lyon.

Pour certains travailleurs, militants CFDT pour la plupart, la journée était amère. Pour tous ceux qui veulent effectivement que cette attaque violente portée aux libertés syndicales et à l'organisation de la classe ouvrière par RVI soit stoppée net, de semblables actions ne mèneront à rien.

Faut-il « pratiquer le harcèlement, économiser les forces, ne pas céder aux

provocations ? » comme le clame la CGT-Berliet. Quand on sait que les travailleurs des ponts à Saint-Priest ont totalisé depuis janvier 150 heures en débrayages de courte durée, ce qui équivaut à plus de deux semaines de blocage total de la production, on est en droit de se demander si cette tactique d'« économie des forces » ne va pas conduire la lutte à l'échec, et de façon certaine à l'écœurement des travailleurs combattifs.

POURQUOI CES LICENCIEMENTS ?

Ceci dit, il faut s'interroger sur les causes de ces procédures de licenciement. Deux hypothèses se présentent :

— La première, c'est que c'est trop gros pour être vrai. La direction cherche à faire arrêter le conflit, négocier des bricoles contre le non-licenciement. Ceci vise à arrêter le mouvement, et à exhorter la

CGT, et le PCF, à bien reprendre en mains leurs troupes.

— La deuxième hypothèse, c'est que RVI a bien l'intention de marquer le coup. En effet, au niveau national, il serait intéressant pour certains patrons et pour le gouvernement de faire un exemple, visant à faire cesser les séquestrations, les manifestations, etc... Pourquoi choisir Berliet ? C'est simple : si les patrons le faisaient en Lorraine, il est probable que la réaction serait immédiate et violente. S'ils le faisaient dans une petite boîte, cela n'aurait pas d'importance nationale. Il semble donc que les conditions soient remplies en choisissant Berliet ; cela risque de se terminer sans gros remous, si ce n'est une bataille juridique de plus d'une année...

Dans ces deux hypothèses, de toutes façons, que les délégués soient réintégrés ou pas, c'est le bradage de la lutte. On voit

mal les directions syndicales appeler à poursuivre l'action après ce coup de semonce... De plus dans tous les cas, ce sont les organisations syndicales qui risquent de trinquer. La porte est ouverte pour attaquer les sections syndicales RVI combattives comme celles de Montplaisir, de Feuillat, des ponts...

Il semble que la seconde hypothèse soit la plus vraisemblable. Les six licenciements de responsables syndicaux visent avant tout à des répercussions nationales. Car si on ne raisonne que sur le conflit Berliet, l'intérêt d'une telle mesure pour les patrons est moindre. De plus, RVI avec l'accord du gouvernement, raisonne à long terme : mettre un frein à toute dynamique de lutte offensive en réprimant durement.

De notre correspondant à Lyon
Michel BERTEL

Grève dans les CHU contre la réforme Veil

Simone Veil veut réformer les études médicales. A ce titre elle a publié un rapport, qui doit être discuté le 3 avril prochain devant l'Assemblée nationale. Les étudiants en médecine, déjà mis à rude épreuve depuis quelques années par le renfort de la sélection, le fameux « numerus clausus », les concours en fin d'année, etc... ont entamé des grèves dans plusieurs CHU (Centre Hospitalier Universitaire).

Cette réforme est en effet, dans la lignée des précédentes. De fait le « numerus clausus », a fait diminuer le nombre d'étudiants de deuxième année de 5 % par an depuis 1976, le gouvernement voulant arriver au nombre de 6 000 étudiants (8 000 en 1978), et prévoit de diminuer de 12 %, pour les deux prochaines années, les effectifs admis en deuxième année.

La nouvelle réforme prévoit également la limitation du nombre de spécialistes, qui ne devrait pas dépasser 1 800. En conséquence la réforme instaure maintenant un concours national pour l'internat, et non plus par CHU comme précédemment. La réforme pro-

posée par Veil se traduira donc par une diminution brutale des effectifs de certaines spécialités, psychiatrie, chirurgie, pédiatrie notamment seront les plus touchées.

Quant aux médecins généralistes ils voient leurs études allongées d'une année supplémentaire, sans que leur qualité en soit nécessairement améliorée.

Le but principal de cette réforme est de diminuer les postes de médecins prescripteurs, autrement dit de rentabiliser la médecine, en diminuant les charges supportées par la sécurité sociale. Une réforme bien loin de l'intérêt des malades...

Les étudiants en médecine ont donc entamé diverses actions notamment la grève et en bloquant les caisses de l'Assistance publique dans plusieurs établissements hospitaliers parisiens, où les soins deviennent de ce fait gratuits. Cette grève devrait se poursuivre jusqu'au 3 avril, date de l'examen de cette réforme par l'Assemblée. Une manifestation des étudiants parisiens et de province est prévue ce même jour, devant le Parlement.

Journée nationale d'action des élèves infirmières

Environ 2 500 personnes se sont retrouvées mercredi à 14 heures devant l'hôpital de la Salpêtrière. Les élèves infirmières de nombreux hôpitaux de Paris et de la périphérie dont Saint-Antoine, le Kremlin-Bicêtre, la Salpêtrière, Bclère, Trousseau, Paul Brousse, Ivry, Mondore etc... formaient un cortège qui devait se rendre au siège de l'Assistance publique, avenue Victoria.

Les élèves infirmières exigent :

- d'être payées au tarif d'aide-soignantes pendant leur stage à temps complet et le stage de l'intégration.
- l'abolition de la « franchise » (pour un droit à l'arrêt-maladie).
- la liberté d'expression et de réunion dans les écoles.
- les soins et médicaments gratuits.

Arrivés devant le siège de l'Assistance publique, quadrillé par les CRS, les manifestants imposaient qu'une délégation comprenant des délégués de chacun des hôpitaux soit reçue par la direction de l'Assistance publique. Vial, directeur de l'enseigne-

ment des élèves infirmières, assurait de tout faire pour rallonger la « franchise » à un mois (elle est actuellement de 15 jours pour 28 mois d'études), se bornant à de vagues promesses sur des concessions qui pourraient être faites sur la liberté d'expression, fuyant le débat sur le reste des revendications. Le soir, plus de 500 personnes se retrouvaient pour tenir une coordination des déléguées ouverte à tous, afin de dégager les perspectives de lutte. La réunion se tenait dans le cadre d'une grande démocratie, dans l'esprit d'unifier les points de vue, les discussions portaient sur la question des salaires (certains réclamant d'être salariés, d'autres de toucher des

indemnités), de l'organisation de la lutte et de ses perspectives (mise en place d'une coordination sur la région parisienne, élection de 2 délégués pour 100 élèves dans les hôpitaux, préparation d'une journée de grève). L'intervention dans la réunion, d'étudiants en médecine en grève, a permis de rapprocher les 2 luttes.

Il s'agit maintenant pour les élèves infirmières de renforcer la mobilisation dans les hôpitaux, afin de grandir le rapport de forces, et de déjouer les sanctions que la direction des hôpitaux n'a pas manqué de brandir contre celles qui ont débrayé.

Correspondante
Elève infirmière
du Kremlin-Bicêtre

Groupe Agache Willot : fermetures et démantèlement d'usines

La direction de l'entreprise textile Rigot Stalars de Marquette près de Lille (Nord) a fait connaître son intention, au cours d'un comité d'entreprise en début de semaine, de fermer la totalité des locaux de travail de cette usine. Les travailleurs concernés par cette fermeture, au nombre de 221, seraient selon la direction reclassés dans les autres usines du groupe (Agache Willot) situées... dans la région Lilloise.

Ces reclassements, d'ailleurs tout à fait hypothétiques obligeraient les travailleurs à des déplacements importants quotidiennement. Même menace pour les travailleurs et travailleuses d'une autre usine du Groupe Agache Willot, l'entreprise textile Crespel à la Bassée, toujours dans le département du Nord. Les travailleurs de cette usine, sont menacés d'être mutés à une vingtaine de kilomètres de leurs domiciles, en juin ou juillet, à Pérenchies en compagnie de leur entreprise. Les ouvriers sont au nombre de 75.

Lyon :

interpellations de militants syndicaux

Mardi matin la police a interpellé à leur domicile 5 personnes : trois délégués CFDT d'entreprise dont un de Berliet, un délégué CGT de Berliet et un rédacteur d'une revue libertaire locale.

Le motif tout à fait fallacieux avancé par la police, c'est la poursuite des recherches contre les auteurs d'attentats qui ont été commis le 6 février dernier, date à laquelle se tenait un meeting de l'eurodroite.

Déjà à cette époque, de façon totalement injustifiée et provocatrice des interpellations et des gardes à vue avaient visé des responsables syndicaux, un responsable des comités Larzac, un des comités Malleville...

Une nouvelle fois la police s'en prend à des militants syndicaux dont l'activité quotidienne et la réputation sont au-dessus de tout soupçon. Dans un communiqué, l'UD CFDT du Rhône proteste vigoureusement contre ces provocations policières et « exige que cessent ces interpellations ».

TRIBUNE LIBRE



la parole au
Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

mercredi 4 avril à 18 h 55

LUTTES OUVRIERES

Quelques-unes des deux cents femmes «n'appartenant ni aux Forges de Blagny ni à aucune organisation syndicale» mais membres du «Comité de défense de Blagny». Pendant près de 12 heures elles ont séquestré deux hauts cadres des Forges. Finalement libérés par près de 80 Gardes mobiles.



«Département mort» dans les Ardennes vendredi

LE REFUS DE LA CONDAMNATION

Vendredi, dans le département des Ardennes, toute activité économique cessera. L'intersyndicale (CGT, CFDT, FEN, FO) appelle à la grève interprofessionnelle. A la suite de la journée de lutte de vendredi, toute la France doit savoir que la bourgeoisie condamne ce département à mort. La liste complète des entreprises qui licencient est impressionnante.

Mais, la réaction ouvrière aux attaques portées est

Depuis des années, la question de l'emploi est critique dans le département. Toutefois, l'annonce d'une nouvelle série de «dégraissages» rend la situation catastrophique.

L'ARDENAIS C'EST AUSSI LA SIDERURGIE

Pour commencer par la sidérurgie, Usinor-Sedan a l'intention de licencier 110 personnes sur 600. La Chiers-Châtillon de Blagny à 20 km de Sedan doit fermer complètement jetant ses 450 travailleurs sur le carreau. A Brevilly où travaillent 200 personnes Usinor annonce également des suppressions de postes.

Dans un autre secteur, Arthur Martin, récemment racheté par Electrôlux, envisage à plus ou moins long terme de supprimer

1 000 emplois. Les ouvriers de chez Richier s'opposent à un projet de licenciement, leur propriétaire, depuis une dizaine d'années,

importante. A Sedan, à Revin, à Charleville-mézières, à Blagny etc. les travailleurs ont entrepris une série importante d'actions dures. Certes les médias n'en parlent que très peu. C'est une confirmation : la bourgeoisie voudrait laisser les travailleurs de France dans l'ignorance de cette réalité : les sidérurgistes de Longwy et de Denain ne sont pas seuls.

Ford, s'appretant à vendre. A Sedan, Richier a déjà licencié 28 personnes sur les 130 qu'il emploie. Les syndicats de la Brasserie

Ardennaise rachetée par les bières belges «Stella Artois» dénoncent aussi le projet qui consiste à transformer leur usine en entrepôt.

La liste est bien plus longue encore...

DES LUTTES RESOLUES

Depuis janvier, et surtout en février, le département a été témoin d'une série impressionnante d'initiatives ouvrières.

Il y a bien sûr la grève avec piquets de chez Arthur Martin à Revin qui a duré un mois. L'ordinateur de Soissons qui commande les usines suédoises et françaises du groupe avait été neutralisé. Les grévistes avaient multiplié les actions coups de poing, barrages de routes, occupation de la cour de la préfecture, etc.

La lutte n'empêchant

Le programme de la journée de vendredi

Grève de 0 h à 24 heures.
Meeting Place Ducale à 10 heures.
Manifestation à 11 heures.
Blocage de la douane, des routes et des voies ferrées de 14 h à 18 heures.
A 15 heures, arrivée à Paris d'une délégation de 1 500 travailleurs venus dans 30 cars pour exiger d'être reçus par Barre. Celui-ci promet 1 000 emplois pour les Ardennes alors que la CFDT en exige 13 000 !

pas l'humour, les grévistes d'Arthur Martin avaient pas mal fait rire les travailleurs du département en éditant une bande dessinée intitulée «Les Vikings». Les CRS y étaient notamment qualifiés de Chargés des Relations Sociales du patronat... Finalement la lutte s'est arrêtée à la suite d'un vote ne donnant qu'une très faible

plus, ils ont occupé, il y a quelques semaines les bureaux de la direction.

Les ouvriers des Brasseries Lorraines en plus d'une série d'actions spectaculaires ont lancé le mot d'ordre de boycott de la bière Stella Artois, leur nouveau propriétaire, pour s'opposer à la liquidation de leur entreprise. Il faudrait aussi parler de la lutte de Casita à Bogny-sur-Meuse ou de celle de Sefac (voir photo), à Monthermé...

Les femmes dans la lutte

Les femmes tiennent toute leur place dans la lutte des Ardennes. Elles avaient notamment joué un rôle déterminant dans la séquestration de cadres lors de la grève d'Arthur Martin à Revin... et dans l'occupation du Bureau de poste de Revin. Ainsi que dans la séquestration des cadres des Forges de Blagny (voir photo).

On assiste également à une mobilisation pour la liberté de l'avortement et de la contraception autour notamment du Mouvement français du planning familial et de la CSCV.

Et par ailleurs il faut signaler que le projet d'implantation d'une deuxième centrale nucléaire PWR rencontre une vive résistance. La création d'une dizaine de comités s'y opposant dans le département en fournit une preuve.

L'EXPLOSION DU 16 FÉVRIER

L'ampleur des problèmes existant dans les Ardennes explique sans difficulté les affrontements auxquels on a assisté plus d'une fois ces dernières semaines. On se souvient plus particulièrement des affrontements très violents du 16 février, ce jour-là, le commissariat avait été attaqué. Les manifestants s'en étaient pris également à la permanence du conseiller général RPR. Les archives du centre des Impôts étaient défenestrées et brûlées. A la suite de cette journée, seule la CFDT pris ses responsabilités, revendiquant par tract la colère ouvrière. L'UD refusa de céder aux injonctions de la CGT et de la FEN qui la mettaient en demeure de condamner tantôt «les éléments étrangers» tantôt «ses propres militants». En fait «d'éléments étrangers» le mot était mal choisi. Sur six personnes contre lesquelles la police engagea une procédure, deux devaient se révéler être sans emploi et quatre des ouvriers en activité...

Aujourd'hui, tout le monde a été remis en liberté mais ce n'est pas suffisant pour calmer la colère dans l'Ardennais.

François MARCHADIER

Selestat (Bas-Rhin)

A LA FILATURE, ON VEUT SE BATTRE COMME CEUX DE LONGWY

La zone de Selestat, petite ville du Bas-Rhin est devenue une poche de chômage en Alsace : 1 400 chômeurs recensés pour 14 000 actifs et de 1 800 à 2 500 chômeurs d'ici juin. C'est dans ce contexte qu'est intervenue en septembre la fermeture des filatures de Selestat, petite entreprise familiale de 350 salariés (50 % de femmes, 50 % de plus de 45 ans, 30 % d'immigrés). L'action impulsée dès juin par la section CFDT pour le paiement des salaires s'est poursuivie par de nombreuses actions (blocage de la route RN 83, coton répandu sur la place de l'hôtel de ville, occupation depuis septembre, gala...). Malgré l'aspect spectaculaire de leurs actions, les travailleurs de la filature se sont sentis isolés par rapport à la population (vis-

à-vis d'entreprises menacées comme Menzer et Labonnal), et ceci malgré la volonté de toucher tous ceux qui sont concernés par le chômage ; tracts et meeting pour les chômeurs, tracts diffusés aux portes d'entreprises menacées. Ils ne veulent pas «se laisser faire», comme ceux de Remington (entreprise voisine de Benfeld) où à part de petites actions traditionnelles il ne s'est rien passé, alors que la fermeture de l'usine a été annoncée depuis près d'une année. L'expérience, la combativité des sidérurgistes de Longwy a suscité l'intérêt des travailleurs de la filature dont une délégation s'est rendue en visite à Longwy pour s'informer sur la lutte. Les travailleurs s'y sont informés des moyens à mettre en œuvre, pour susciter une dynami-

que d'actions efficaces capables de mobiliser et de porter des coups sensibles contraignant gouvernement et patronat à des reculs significatifs. L'action contre le chômage sera dure et longue, les travailleurs de la filature ne se font aucune illusion à ce sujet. Ils veulent d'une lutte ouverte qui dépasse le cadre de la filature. Leur participation très active et déterminante lors de la récente grève des enseignants de Selestat le montre à l'évidence.

L'idée d'une mobilisation locale commence à faire son chemin afin de développer un courant de lutte avec la filature comme fer de lance.

On peut soutenir les grévistes en écrivant ou envoyant des dons : Comité d'occupation des filatures Filatures de Selestat Route de Strasbourg, Selestat 67 500

Correspondance

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

VAL-DE-MARNE : UN DEPARTEMENT EN MOUVEMENT

Lycée Guillaume-Budé (Limeil-Brevannes)

La lutte continue : «Nous ne voulons pas être chômeurs !»

Unis aux lycées de la région parisienne, les élèves de Guillaume Budé ont décidé le mercredi 21 mars de se mettre en grève contre les mesures de «redéploiement» de Beullac. Conscients de devoir faire face à de graves pro-

blèmes pour la rentrée en 1980 le cas échéant. Les élèves soutenus par un grand nombre de professeurs et par les parents d'élèves, s'opposent en premier lieu aux suppressions de postes d'enseignants, de classes, et la mise en

palce d'effectifs de 40 élèves. Ces mesures entraînant une sélection plus accrue (passages et redoublements limités).

Guillaume-Budé est directement concerné :

- création de deux classes pour une arrivée de 120 élèves, c'est-à-dire une augmentation de 10,9 % des effectifs.
- suppression du poste d'animateur,
- diminution du budget de 1979 - 1980 de 4 % réel par rapport aux années précédentes.

Nous avons surtout eu à faire face à des problèmes d'information au niveau du public. Pour éviter tout désordre, et lutter efficacement, nous avons structuré la grève en formant des comités ayant chacun une fonction déterminée : un comité est chargé de la liaison profs-élèves, un autre établit des contacts constants avec les parents d'élèves, un autre est chargé de maintenir une liaison avec les autres lycées de la région, afin de mener une lutte commune qui s'est traduite par des manifestations communes, à Champigny avec les élèves de Langevin-Wallon, du château de Vincennes à Nation, de la République au Conseil d'Etat avec

l'ensemble des lycéens, à Boissy et à Limeil-Brevannes (Val-de-Marne). D'autres comités s'occupent de la rédaction de tracts, articles et pétitions. La création des comités a été dictée par le désir d'éviter que ce soit quelques individus qui prennent des décisions et pour donner au mouvement une homogénéité insensible à toute détraction. Nous refusons d'être placés sous une quelconque étiquette syndicale ou politique pour être récupérés. En participant à la lutte, nous voulons nous réserver de plus grandes chances pour l'avenir. Pour cela, nous acceptons de mettre en jeu notre trimestre et peut-être notre année scolaire. Nous avons su et saurons toujours prendre nos responsabilités, lorsqu'il s'agit de nos intérêts. Nous espérons obtenir satisfaction à nos revendications, après nos démarches au Rectorat ou avec l'appui de tous. Nous ne voulons pas être chômeurs.

Des lycéens grévistes de Guillaume-Budé

Demain samedi :

- La mouvement lycéen s'étend
- Mulhouse.
- Ravel.
- Action dans le Val de Marne.

Lycée Eugène-Delacroix (Maison Alfort)

Mardi 27, 350 élèves du lycée Eugène-Delacroix ont bloqué la route Nationale 5. Après cette action, ils sont partis en délégation à la mairie (majorité gouvernementale). Là le maire leur a promis de poser le problème du budget du lycée, qui va connaître le même sort que tant d'autres dans ce Val-de-Marne et ailleurs, («redéploiement oblige !»), devant le Conseil Général, Conseil tenu par le PCF (manœuvres politiciennes à peine voyantes). Quant au député PS il promet de poser une question écrite au ministre Beullac. Ce n'est pourtant plus ce genre d'illusions que l'on rencontre chez les lycéens de ce département.

Lycée Guillaume-Appolinaire (Thiais)

En grève depuis mercredi 21, grève votée par les délégués et les élèves à l'initiative du comité de lutte créé dès le matin, et qui s'est structuré en trois commissions (information faisant le tour des classes, contacts avec les autres établissements du département, organisation de la grève).

Les élèves ont participé à la journée du 23, un petit groupe est resté pour préparer la journée portes ouvertes du samedi et la réunion avec les profs et les parents.

Le jeudi 22, ils ont organisé deux débats : un sur les luttes lycéennes un autre sur la lutte des sidérurgistes.

La journée portes ouvertes est estimée positive ce malgré la faible participation des profs et des parents.

Le lundi certains sont partis en délégation au Rectorat qui ne les a pas reçus.

La manifestation de mardi 27 a été particulièrement importante. Elle s'est déroulée à Choisy-le-Roi, et s'est terminée sur le marché où ils ont expliqué leur mouvement par tract et discussions ainsi que dans la gare. Ils ont rencontré sympathie et compréhension.

La réunion de mardi soir avec les profs et parents a été assez décevante du fait que les profs n'ont pas soutenu et ne soutiennent pas la grève. Il en est sorti une proposition de mise en place d'un collectif de profs-parents et élèves. (Nous reviendrons dans notre prochaine édition sur ce lycée).

Paris : «coordination parisienne»

Une «coordination» s'est tenue mercredi 28 à la faculté de Jussieu qui a essentiellement discuté et envisagé de prendre des initiatives sur les cas de répression particulièrement importants. Des lycéens de Paul Valéry sont en grève contre l'inculpation de leur camarade Gilles Desraisses à la suite du 23 (voir notre édition datée du jeudi 29 mars), et ceux de Ravel contre la répression musclée d'une directrice qui ne cache pas ses sympathies-nazies (nous reviendrons sur cette grève dans notre édition datée du samedi 31 mars).

Nantes : Les lycéens en lutte contre les mesures Beullac

Depuis une semaine les lycéens de Nantes sont en grève. Au lycée «La Colinière», les portes étaient bloquées dès 8 heures. Piquets de grève. La grève est adoptée 500 jeunes de différents lycées occupent le lycée «Clémenceau» le vendredi suivant.

Les élèves font circuler des cahiers de doléances, lycée par lycée, contre l'école du chômage, contre les suppressions de postes et les réductions budgétaires. «La Chauvinière», «Livette», «Eugène Leroux» sont également mobilisés.

■ La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a donné gain de cause aux avocats des deux Basques emprisonnés actuellement aux Baumettes à Marseille et menacés d'extradition : l'audience est reportée au 4 avril. D'ici là les deux réfugiés politiques poursuivent leur grève de la faim.

UN JEUNE MARIN SOVIETIQUE MEURT A L'AMBASSADE US A MOSCOU

Un marin, âgé de 27 ans, s'était réfugié à l'ambassade US à Moscou. Au bout de plusieurs heures les autorités de l'ambassade ont autorisé pour la première fois le KGB à effectuer une opération. La trentaine de flics du KGB a lancé des grenades lacrymogènes. Certains journalistes ont même entendu deux coups de feu. Une bombe que le jeune homme portait sur lui a alors explosé. Il est mort des suites de ses blessures.

Le canal de l'Europe cède à Nuremberg : un mort, 15 disparus



Lundi 26 mars, après que le canal de l'Europe eut été mis en eau (le canal relie le Rhin au Main) celui-ci céda brutalement dans la localité de Katzwang près de Nuremberg. Plusieurs millions de mètres cubes d'eau se sont alors brusquement déversés, emportant tout sur leur passage, détruisant plusieurs habitations. Des décombres d'une maison, les sauveteurs retiraient le corps d'une fillette de douze ans, tandis qu'une quinzaine de personnes étaient portées disparues. Pourtant, des techniciens avaient été appelés sur place peu de temps auparavant, alertés par des voisins de l'ouvrage qui avaient constaté des ruissellements. Les experts avaient conclu à une rupture d'une canalisation intérieure au remblai de l'ouvrage...

Communiqué de presse

Le Collectif National des Associations réalisatrices d'actions de formation au service des travailleurs immigrés s'est réuni le 23 mars à Paris.

Les Associations ont constaté que leur activité se heurte à des difficultés de plus en plus contraignantes au point de mettre en cause et de compromettre leur activité.

Cette situation est due au fait que les pouvoirs publics se refusent à assurer le minimum de ressources financières qui leur est nécessaire.

Il ne fait pas de doute que cette attitude du pouvoir est parfaitement consciente et cohérente avec une politique qui consiste à maintenir les immigrés dans un état d'incertitude, d'insécurité, d'isolement social et culturel tel qu'ils puissent à tous moments, au gré des fluctuations de la politique gouvernementale, être contraints de quitter la France.

C'est bien en effet le but qui est poursuivi aussi bien par l'aggravation des expulsions et des refoulements, que par l'élaboration de projets législatifs tendant à instaurer la précarité permanente de séjour pour l'ensemble des immigrés. C'est dans ce contexte que s'inscrit le refus de reconnaître aux immigrés leur droit à la formation générale et professionnelle.

Les associations membres du Collectif National ont arrêté un plan d'action pour faire appel aux organisations démocratiques, syndicales, politiques, scientifiques, religieuses, aux associations de solidarité, aux mouvements populaires, etc... afin d'informer l'opinion publique et de faire échec à une politique aussi désastreuse pour les immigrés que néfaste pour le développement économique de notre pays.

26 mars 1979

COLLECTIF NATIONAL - c/o C.L.A.P - 25, rue Gandon - 75 013 PARIS tél. 585.31.81.

A la veille du congrès du PCI

UN DEBAT INTENSE
SUR UNE POLITIQUE CONTESTEE

Correspondance

de Grégoire

CARRAT

Le congrès du PCI s'ouvre vendredi 30 dans une situation très difficile pour lui. En effet, son passage à la majorité gouvernementale connaît une fin sans gloire : il a dû proclamer son retour à une opposition parlementaire, parce

que la Démocratie chrétienne, premier parti du pays, ne lui a laissé aucune des places qu'il ambitionnait au sein de l'appareil d'Etat, n'a accepté aucune des réformes que le PCI voulait promouvoir, qu'elle n'avait elle-même définie

L'inculpation du gouverneur de la banque d'Italie et l'arrestation de son adjoint, samedi, sont venues porter un nouveau coup aux espoirs caressés par le PCI de grignotage de l'appareil d'Etat central : la nomination du gouverneur et de son adjoint étaient intervenues après le 20 juin 1976. Il s'agissait de techniciens dont le PCI avait appuyé la candidature, beaucoup moins liés à la DC que les gouverneurs nommés auparavant.

C'était un peu le symbole de l'union nationale. Des poursuites conduites par des magistrats notoirement de droite, viennent ternir considérablement l'image de gestion non corrompue que le PCI voulait donner à l'union nationale grâce à sa participation. Bien que les faits sur lesquels s'appuie cette enquête restent très obscurs, c'est avant tout un événement politique qui a soulevé une protestation indignée de l'Unità, une jubilation à peine voilée des journaux de droite, tandis que des économistes réputés de tendances les plus diverses s'insurgeaient contre cette affaire, renforçant ainsi le point de vue qu'il s'agit avant tout d'une manœuvre politique destinée à ruiner la possibilité à court terme d'une nouvelle majorité d'union nationale.

La DC a pleinement profité du répit et des possibilités que lui offrait l'union nationale. En conduisant le PCI à l'impasse, en ne lui accordant rien, elle l'a contraint à s'en retirer. Par contre, du côté de la classe ouvrière, cette impasse s'est traduite par une intense activité politique. L'un des points principaux paraît être la contestation de la politique d'austérité acceptée en échange d'une éventuelle transformation. La politique définie en 1977 par les confédérations syndicales consistait à renoncer pour l'essentiel aux revendications dans les entreprises, au nom de l'intérêt national. Elles laissaient aux partis de la majorité gouvernementale — en d'autres termes au PCI — les mains libres pour résoudre les grands problèmes économiques qui pesaient sur la classe ouvrière et accomplir les grandes réformes qui auraient été censées le permettre. Cette politique n'avait jamais rencontré un assentiment complet et à tous les niveaux des syndicats.

LA NOUVELLE PLATEFORME
DE LA METALLURGIE

Un élément nouveau est intervenu avec la définition par la fédération des travailleurs de la métallurgie (FLM) d'une plateforme en vue du renouvellement du contrat de travail. Cette plateforme exige notamment un contrôle étendu des conseils d'usine sur toute la politique industrielle (investissement, implantation, organisation du travail) articulé à une réduction des horaires de 40 à 36 heures et d'importantes augmentations de salaire. Cette initiative, qui a rencontré un écho très large sur les entreprises comme en témoignent les importantes manifestations pour le soutien au renouvellement des contrats de travail, qui



S'affirmer comme le plus solide défenseur de l'Etat en place, telle sera la politique du PCI après l'enlèvement d'Aldo Moro

se déroulaient à Milan ce mercredi, s'est construite contre le PCI autour de deux questions : celui-ci était hostile à l'extension du contrôle ouvrier et au droit à l'information. D'autre part la relance de l'activité syndicale dans les usines, la volonté des syndicats d'exercer leur action à tous les niveaux de l'activité économique contrecarrent la prétention du PCI à être le représentant de la classe ouvrière aux niveaux les plus élevés.

Ces évolutions dans la classe ouvrière qui conduisent à affirmer plus nettement que jamais l'autonomie du syndicat, l'extension de son champ d'action, sont dans les faits un refus de la politique d'austérité et de la politique conduite par le PCI au nom du compromis historique. D'autres aspects de la politique du PCI ont connu une opposition de masse importante : c'est le cas de la loi Reale, loi d'ordre public,

contre laquelle 25 % des électeurs se sont prononcés. C'est également le cas à Turin : dans cette importante ville ouvrière gérée par le PCI, un questionnaire a été adressé à la population à propos du terrorisme dans lequel il est notamment demandé de signaler les personnes suspectes ; les syndicats ont protesté vigoureusement contre cet appel à la délation. Placé dans l'impasse quant à son arrivée au gouvernement, critiqué et en contradiction avec le mouvement de masse, et d'abord les syndicats, le PCI, est agité de puissants remous qui se sont traduits par des discussions intenses au cours de la préparation du congrès. Cela notamment dans les secteurs où les militants sont impliqués dans l'action syndicale ou confrontés à des mouvements de masse. Des divergences d'appréciation sont perceptibles jusqu'au niveau le plus élevé du parti comme on s'en aperçoit à

la lecture des tribunes de discussion

LES THESES DU CONGRES

Cela se traduit dans les thèses soumises au congrès par la juxtaposition de la réaffirmation de la ligne de compromis historique et de correctifs à cette ligne. Ainsi la thèse 66 à propos du compromis historique : « La politique d'unité démocratique est le cœur de la stratégie du PCI. Elle peut comporter des choix divers, différentes solutions qui concernent la majorité gouvernementale ». Ainsi la thèse 54 à propos de l'austérité : « L'austérité proposée par le PCI comme l'instrument d'une politique de transformation... l'austérité que nous proposons n'est pas un idéal de pauvreté ni même le retour à une forme de vie archaïque. C'est l'instrument pour satisfaire... les demandes essentielles de chacun

et de la collectivité opposé à toutes formes de distorsion de la consommation, de gaspillage de ressources, d'exaltation des fausses valeurs ».

Un autre sujet de discussion dans le PCI porte sur la situation internationale. A propos de la riposte chinoise contre le Vietnam, un fort courant pro-soviétique s'est réaffirmé, mais en même temps l'hebdomadaire du PCI *Rinascita* faisait paraître une lettre de Gacco Viello, le correspondant de *L'Unità* aux USA, dans laquelle il dit : « Les uns et les autres doivent savoir que nous savons ce que nous avons à faire désormais en tant que force politique qui lutte pour un monde sans « camp » qui s'identifie à telle ou telle superpuissance ». L'existence de ces positions extrêmes traduit un débat profond qui a conduit à la rédaction particulièrement évasive des thèses internationales « des nouveaux éléments de détérioration sont apparus cependant avant tout entre les deux principales puissances : les États-Unis et l'URSS... Après, il est apparu et se maintient du fait de l'opposition grave qui existe entre la Chine et l'URSS. Une grande inquiétude a été suscitée également par les conflits entre le Vietnam et la Chine et le Vietnam et le Cambodge... Une lutte et un affrontement s'accroissent tant en Asie qu'en Afrique entre diverses puissances... Cette situation entraîne des divisions entre pays non-alignés ».

Nombre de questions sont ouvertes, essentiellement pour l'avenir du PCI et il ne semble pas que le congrès puisse les résoudre. Au contraire, dans la perspective des élections prochaines, le débat risque d'être encore avivé. Mais le congrès ne modifiera pas les axes essentiels du PCI, qui bien que soumis à la contestation dans les masses et en son sein échappe encore à une rupture importante de ses liens avec la classe ouvrière, faute d'une alternative crédible. Les premiers pas accomplis dans cette direction, bien que limités ont causé bien des remous. Il dépend de la possibilité qu'ils soient suivis d'autres pour que l'emprise du PCI soit véritablement ébranlée.



1^{er} mai 1978

« Contre la subversion et le terrorisme.

Pour la démocratie et la liberté

Pour le travail »

Une politique contestée dès l'origine dans les rangs des organisations syndicales.

Italie : 200 000 METALLOS ONT MANIFESTE A MILAN MERCREDI

Mercredi matin à 10 heures, la très belle place du Dôme à Milan était couverte d'une forêt de banderoles et de drapeaux. Environ 200 000 métallos de tout le Nord de l'Italie, de la Fiat à Turin, des chantiers navals de Venise, de Gênes, de Bologne, etc., sous leurs banderoles de conseil de fabrique

Cela attestait la mobilisation des métallos autour de la plate-forme de la FLM (fédération unitaire des syndicats de la métallurgie), alors que jeudi matin, les négociations avec le patronat reprennent à Rome. Les passages les plus applaudis des discours, prononcés par les secrétaires des trois organisations syndicales unies dans la FLM ont été ceux qui affirmaient que la plate-forme avancée par le syndicat était négociable en bloc et non partie par partie. Le patronat s'oppose vigoureusement à la revendication considérée comme la plus importante par la FLM, celle du droit à l'information et au contrôle sur les choix politiques industriels. Il essayait de ne pas la négocier avec le reste du contrat. Selon la FLM, en effet, cela seul offrirait la garantie que les problèmes de l'emploi, des conditions de travail, notamment de réduction

d'horaire et le développement du Sud trouvent des solutions. Dans tous les cortèges des banderoles réclamaient que le développement du Sud soit assuré : la classe ouvrière du Nord est composée en grande partie d'immigrants du Sud. Cette revendication semble jouer un rôle particulièrement important pour l'unité de la classe ouvrière dans toute l'Italie en même temps qu'elle constitue un des points clef des revendications contre le chômage et contre la gestion conduite par la Démocratie Chrétienne y compris lors de la participation du PCI à la majorité gouvernementale, puisque la part des investissements consentie au Sud depuis 1975 est passée d'un tiers à un quart des investissements effectués en Italie.

Le représentant de la CISL s'est fait particulièrement applaudir lorsqu'il s'est prononcé contre le vote à bulletin secret à

Correspondance de Grégoire CARRAT

ont convergé vers la place du Dôme en six cortèges qui ont traversé Milan. Pendant toute la durée du meeting, de longs et denses cortèges n'ont cessé d'arriver, contraints de rester groupés dans les rues avoisinantes, faute de pouvoir atteindre la place déjà comble.

propos de l'accord conclu entre la fédération unitaire de la navigation aérienne et la compagnie Alitalia. La grève des stewards et hôtesses de l'air se poursuit depuis 37 jours. En fin de semaine dernière, le comité de lutte de Fiumicino a rejeté l'accord conclu. C'est alors que le secrétaire de la CGIL, Lama, a exigé que soit organisé un vote à bulletin secret auquel ne participeraient que les syndiqués, au lieu que l'accord soit discuté par l'assemblée générale convoquée chaque jour.

Cette proposition a suscité un débat important dans les syndicats, car une telle pratique n'a jamais été en vigueur dans le mouvement syndical italien depuis 1968, et nombre de syndicalistes et de dirigeants redoutent que si elle se réalisait à Alitalia, cela puisse constituer un précédent, remettant en cause la participation la

plus large des ouvriers à laquelle le mouvement syndical italien est attaché.

Selon une première estimation, le succès du rassemblement de Milan a conforté la FLM dans la volonté de défendre la plate-forme dans son ensemble, grâce à la combativité qui se manifestait autant que grâce au nombre des participants. C'est pour le mouvement syndical italien un moment important : de l'issue des négociations et de ses résultats dépend en partie une réorientation d'ensemble de la politique syndicale impliquant le refus de l'austérité, d'une gestion confiée aux partis politiques prétendant représenter les intérêts des ouvriers, et en fin de compte, un renforcement de l'autonomie des syndicats rendant plus difficiles les manœuvres destinées à dévoyer le puissant mouvement ouvrier vers des objectifs qui lui sont étrangers.

● Conférence de Bagdad : la Tunisie pourrait être choisie pour siège de la Ligue arabe

Poursuivant ces travaux, la conférence de Bagdad a écouté mardi les interventions de l'OLP, représentée par Yasser Arafat, et celle de l'Irak représentée par son Vice-président. Ce dernier a exigé la mise en œuvre de l'ensemble des sanctions décidées lors du précédent sommet de Bagdad en novembre dernier. Il a déclaré que *«son pays combattra jusqu'au bout tous ceux qui s'allient à Sadate»*. Pour sa part, Yasser Arafat a demandé aux participants de décréter un boycott pétrolier, et la rupture des relations commerciales avec les Etats-Unis. L'Arabie Saoudite a fait savoir qu'elle a entamé des démarches pour demander à la Tunisie d'accueillir le siège de la Ligue arabe et a accepté de ne plus fournir d'aide à l'armée égyptienne. Les délégations syrienne, libyenne et palestinienne se sont retirées de la conférence ministérielle de Bagdad pour protester contre *«l'attitude prévalant au sein de la réunion au sujet de la rupture des relations politiques avec le régime traître de Sadate»* a déclaré mercredi soir un porte-parole de l'OLP. Ce dernier a néanmoins précisé que les *«sanctions économiques qui seront prises contre l'Egypte ont été approuvées à l'unanimité»*

● Afrique du Sud : commémoration du massacre de Sharpeville

Pour commémorer le 19^e anniversaire du massacre de Sharpeville au cours duquel des milliers d'Africains qui protestaient contre l'apartheid furent assassinés par les racistes blancs, le PAC (Pan African Congress) a publié une déclaration où il est dit notamment : *«Le PAC répond aujourd'hui par la force des armes aux coups de feu des tanks racistes»*, rappelant que la répression de la marche pacifique de Sharpeville a montré la nécessité du recours à la lutte armée.

Grande-Bretagne LE GOUVERNEMENT CALLAGHAN EST TOMBE

Affrontant une motion de censure déposée par le Parti conservateur, le gouvernement travailliste de Callaghan a été mis en minorité mercredi soir à la Chambre des communes par 311 voix contre 310.

Malgré tous les efforts de Callaghan, qui avait jusqu'à maintenant conservé une fragile majorité grâce aux voix des petites formations nationalistes (galloises, et écossaises et des députés réactionnaires d'Ulster) il devra demander à la reine la dissolution de la Chambre des communes et fixer une date prochaine pour les élections, (probablement le 3 ou le 10 mai prochain).

Les votes des 11 députés du Parti national écossais ont manqué aux travaillistes. Après le récent échec du référendum sur les minorités nationales qui a empêché la mise en place d'une autonomie partielle en Ecosse et au Pays de Galles, les députés nationalistes écossais ont retiré leur soutien au gouvernement, faisant pencher la balance du côté

des conservateurs qui n'attendaient que cette occasion pour réclamer un vote de confiance au Parlement.

Le leader du parti conservateur, Margaret Thatcher, s'en est pris violemment au gouvernement lui reprochant d'avoir *«doublé les prix, doublé les queues de chômeurs, doublé la dette extérieure, diminué notre défense, miné le respect public et la confiance dans la loi»*. La démagogie répondant à la démagogie, Callaghan, tour à tour sûr de lui et suppliant qu'on lui laisse une chance de refaire sa majorité *«dans un proche avenir»*, a fait la promesse d'augmenter les pensions des retraités. Mais la réalité est là : Callaghan sera le premier chef de gouvernement britannique depuis 1924 à être mis en minorité.

Mais au-delà des manœuvres parlementaires et des intrigues de couloir, ce sont les milliers de travailleurs britanniques par leurs grèves dures de cet hiver qui ont fait tomber Callaghan et sa politique d'austérité.

Chronique de l'opposition en URSS

● Le KGB recherche les éditeurs de la «Chronique des événements courants».

Le 6 mars 1979, l'appartement de Serge Dedouline, à Leningrad, a été perquisitionné. Serge Dedouline, bibliographe, travaille sur un dictionnaire bibliographique sur les hommes politiques soviétiques des années 1950 à 1970. La cartothèque du premier tome qui était achevée, a été confisquée ; elle contenait, entre autres, une bibliographie de Sakharov et la plus complète des bibliographies existantes de Soljenitsine. Une autre perquisition a eu lieu chez Arsène Roginski, un historien ami de Dedouline et dans deux appartements où se rendait parfois Dedouline.

Il y a quelques années, en 1977, le léningradois Alexandre Liakhov avait été contraint par le KGB à dénoncer certains de ses amis, parmi lesquels Dedouline et Roginski. Il avait déclaré avoir reçu d'eux des livres, parmi lesquels des ouvrages de Soljenitsine et la *«Chronique des événements courants»*, chronique de la dissidence en URSS. Plus tard, Liakhov avait désavoué ces dénonciations arrachées par la force. Les questions posées, lors des récentes perquisitions concernaient l'édition de la *«Chronique»*.

A Moscou, trois autres perquisitions liées à cette affaire ont eu lieu, notamment chez le fils de l'écrivain Iouli Daniel, actuellement interné.

● De nombreux artistes soviétiques exposent leurs œuvres en dehors des circuits officiels.

Le 21 février, on arrêtait à Leningrad le physicien George Nicolaïevitch Mikhaïlov. Mikhaïlov est bien connu à Leningrad comme un des plus importants collectionneurs de peinture contemporaine ; son appartement abrite une exposition permanente de plus de 450 toiles d'artistes d'avant-garde. Mikhaïlov est accusé d'exercice de profession illégale et il risque, à ce titre, une peine de quatre ans de prison. Le 4 mars, un autre collectionneur léningradois, Léon Karamian, était arrêté à son tour.

Ces arrestations sont liées à l'organisation d'une exposition «Moscou-Paris» qui s'est ouverte le 10 mars, à Moscou dans des appartements privés, et à Paris au musée de Montgeron. L'idée de cette exposition est de démontrer l'unité de la peinture russe, à l'intérieur du pays comme dans l'émigration. 75 peintres, parmi lesquels certains très connus, ont exposé leurs œuvres. Parmi eux, dix membres de l'Union des Artistes Soviétiques et trente membres du Comité moscovite des Artistes.

L'exposition s'est ouverte, malgré les menaces et les manœuvres du KGB. En effet, certains des exposants ont été convoqués au KGB et menacés de prison. A d'autres on a proposé une exposition officielle de leurs œuvres. Dans le même temps, on a annoncé l'ouverture à Moscou d'une exposition officielle à laquelle étaient invités quelques peintres d'avant-garde.

Meeting de solidarité avec le peuple érythréen

Avec la participation de Nahfi Kurdi

représentant en France du FPLE

VENREDI 30 MARS A 20 H 30
CERCLE BERNANOS,
ESPLANADE STRASBOURG

Projection du film *Notre révolution*
A l'appel du CEDETIM, LCR, OCT, PCML, PCR ml, PSU.

OPEP : LA BAISSSE DE LA PRODUCTION IRANIENNE BOULEVERSE LE MARCHE DU PETROLE

Soixante-dix jours d'interruption et la reprise d'une production limitée à 2 millions de barils par jour actuellement et à 4 millions en mai prochain, contre 6 millions précédemment, la crise iranienne est venue assécher l'offre mondiale du pétrole brut et du même coup renverser la tendance du marché en faveur de l'offre mondiale du pétrole donc à l'avantage des pays producteurs. Si la crise iranienne a révélé avec plus d'acuité la dépendance des pays consommateurs vis-à-vis des pays produc-

teurs, elle n'a été que le détonateur d'un phénomène plus vaste : celui d'une crise de l'énergie due à l'accroissement de la consommation d'énergie et à une diminution des ressources. Réunis à Genève, les ministres des 13 pays de l'OPEP ont pris la décision de maintenir la production à son niveau actuel, ce, afin de garantir un prix suffisant, et de mettre fin au gaspillage de leurs réserves pétrolières en étant conscients de l'épuisement rapide de leur richesse nationale.

La production pétrolière iranienne ne retrouvera pas son niveau d'avant la crise, c'est ce qu'a confirmé le directeur de la NIOC (Compagnie Nationale Iranienne de Pétrole) à la réunion consultative de l'OPEP, la production qui est actuellement de 2 millions de barils par jour, devrait atteindre les 4 millions de barils/jour produits avant la crise. Le pétrole iranien a représenté en 1977 : 13,4 % de la production mondiale des 8 «majors», soit 177,2 millions de tonnes sur un total de 1 321,8 millions de tonnes. Les sociétés les plus touchées sont la B.P., Shell et Gulf Oil. Selon le directeur de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), les problèmes d'approvisionnement ne sont pas à craindre avant le 2^e trimestre, un tel optimisme s'appuyant sur des possibilités d'approvisionnement supplémentaire par des pressions sur les pays de l'OPEP pour qu'ils augmentent leur production. Il semble que ce calcul fait par les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis ait lamentablement échoué, la solidarité des pays producteurs jouant en faveur de l'Iran. L'Arabie Saoudite a bien augmenté sa production, mais de manière si minime, que l'offre reste nettement supérieure à la demande. Les Etats-Unis ont multiplié les pressions sur les pays producteurs, le Venezuela a été sollicité sans succès, pour qu'il pallie au manque iranien. Le gouvernement koweïtien a repoussé la demande de Gulf Oil pour des enlèvements supplé-

آیت الله طالقانی: مبارزین
حماسه تفنگران...



Affiche iranienne symbolisant la lutte des ouvriers du pétrole contre le Shah, et contre l'impérialisme américain.

mentaires de l'ordre de 50 000 barils/jour, tandis que les Emirats Arabes Unis sont décidés à maintenir leur rythme de production au niveau actuel. Contrairement aux calculs des pays occidentaux et des compagnies pétrolières, les producteurs se sont mis d'accord pour

maintenir leur production au niveau actuel, afin de maintenir le pétrole à un juste prix en jouant à leur avantage sur la loi de l'offre et de la demande.

Aucun pays producteur en particulier, n'a cherché à tirer parti de la situation à son propre avantage, mais c'est grâce à une concer-

tation accrue que les 13 membres de l'OPEP se sont mis d'accord pour maintenir leur pouvoir d'achat grâce à une augmentation des prix de 9 % et pour parvenir à une meilleure maîtrise du marché par le contrôle de la production.

La crise actuelle, si elle montre la nécessité pour les pays producteurs de s'unir pour maîtriser le marché mondial, montre également le risque d'un déficit de l'offre pétrolière, annoncé pour les années 80. Face à ce danger, que font les pays consommateurs ? Ils cherchent à pallier aux difficultés d'approvisionnement par des solutions à court terme, par des pressions exercées sur les pays producteurs afin qu'ils augmentent leur production. Les pays consommateurs refusent de poser les problèmes de fond de l'épuisement des ressources énergétiques et du pétrole en particulier. Conscients de la limite de leurs ressources, il est logique que les pays producteurs tirent parti au maximum de leur richesse nationale. Sachant d'autre par que le problème des disponibilités est fondamentalement un problème de prix, la recherche de nouveaux gisements dans les pays de l'OPEP ne peut être assurée que par une augmentation substantielle du prix du brut.

Demain : crise de l'énergie et conséquences pour les pays consommateurs.

Frank ROUSSEL

Demain : crise de l'énergie et conséquences pour les pays consommateurs

● Pérou : deux syndicalistes face à la répression

Mardi s'est ouvert au Pérou le procès de deux syndicalistes, Daniel Zanabria et Justo Arizapana, accusés du meurtre d'un policier. Détenus depuis 1976, année au cours de laquelle eurent lieu de nombreux affrontements entre les ouvriers grévistes et la police qui tua plusieurs ouvriers ; les deux syndicalistes jugés par un tribunal militaire risquent la peine de mort. Ce procès pourrait constituer un précédent dans la répression ; 44 ouvriers de l'usine Cromotex de Lima devant également passer en jugement prochainement ; ils sont accusés du meurtre d'un officier de la garde-civile. 4 ouvriers avaient été tués et 11 blessés au cours des affrontements avec la police à l'usine Cromotex. L'opposition péruvienne se mobilise actuellement contre ces procès organisés par la junte militaire dirigée par Bermudez.

● Iran : référendum islamique vendredi

24 millions d'électeurs sont appelés vendredi à «choisir» entre l'établissement d'une république islamique ou... le retour au régime monarchique. Devant l'ambiguïté de l'intitulé de la question, l'organisation des feddayin du peuple et le Front national démocratique (scission du FN), de même que les Kurdes appellent à l'abstention, tandis que le Front national et Toudéh (parti révisionniste) appellent à voter oui au référendum islamique. Le résultat du référendum —qui ne fait aucun doute— ne sera connu que 15 jours après la consultation, cette décision est expliquée officiellement par la nécessité d'enregistrer les plaintes relatives au déroulement du vote. Le vote se fera à bulletin secret, contrairement à ce qui avait été annoncé auparavant.

● Cambodge : 2 conseillers militaires soviétiques et 2 Cubains capturés par les patriotes khmers

Selon un journal de Bangkok, citant les services secrets thaïlandais, les patriotes khmers ont fait prisonniers 2 conseillers militaires soviétiques et deux Cubains, lors de combats dans l'ouest du Cambodge. La résistance cambodgienne a annoncé à maintes reprises la présence de conseillers militaires soviétiques et cubains encadrant l'armée d'invasion vietnamienne.

● Elections surprises dans les conseils généraux

Bavures, transfuges et coups loupés ont mis un zeste d'innatendu dans les élections des présidents de conseils généraux.

Ainsi dans le Val-d'Oise la droite l'emporte grâce au vote d'un «radical de gauche». Dans la Seine-et-Marne où la gauche disposait sur le papier d'un avantage de 4 sièges, un «socialiste indépendant» et un MRG votent pour l'UDF : dans ce département un nouveau vote doit avoir lieu vendredi. En Corrèze où Charbonnel (gaulliste «de gauche») tenait la décision à lui tout seul, c'est finalement le RPR qu'il a choisi ; toutefois le président l'est «au bénéfice de l'âge» : ce n'est donc plus Chirac.

Coup loupé en Meurthe-et-Moselle : la droite disposait de 19 sièges contre 18 à la gauche. A la suite de dissensions au sein de l'UDF, deux de ses membres ont voté blanc au 1^{er} tour. Pas de chance il n'y en a eu qu'un et c'est le candidat du PCF qui a ainsi pris la place. De quoi faire plaisir à Chirac...

Au total, la gauche dispose de 8 départements de plus.

CHIRAC REPART EN GUERRE CONTRE SES «ALLIÉS DE LA MAJORITÉ»

Dans une lettre adressée aux militants du RPR à la veille des assises nationales qui se tiendront ce samedi, Chirac repart en guerre contre les giscardiens.

Ses axes de critiques ne sont pas nouveaux, mais au lendemain des élections cantonales et de celles des présidents de Conseils généraux il a jugé utile de faire éclater sa grogne.

Il se plaint une fois de plus qu'au lendemain des législatives de mars 1978 ses «alliés de la majorité»

aient «remis en route la machine à laminer le gaullisme». Il écrit : «Depuis quatre ans, nos alliés de la majorité se sont constamment trompés d'adversaire, nous réservant les coups les plus rudes et nous contraignant bien souvent à combattre sur deux fronts...». Et il s'en prend à nouveau à la «politique économique et sociale» du gouvernement et au «risque de la mise sous tutelle de la France par ses partenaires européens».

Ce n'est guère que «la nécessité d'écarter le collectivisme» qui incite le

RPR «à rester solidaire d'une majorité parlementaire».

Il faut s'attendre d'ici les élections européennes, le 10 juin prochain, pour le moins, à une accentuation des divisions de la droite. Au lendemain de ces élections c'est la campagne pour les élections présidentielles de 1981 qui commencera. Les bavures, les éclaboussures et les fissures ne manqueront pas...